

TRIBUNE

OUVRIERE

Mars 1961

Journal publié par un groupe d'ouvriers
de la Régie Renault

Numéro 74

QUE PENSER DES POURPARLERS DE
PAIX EN ALGERIE ?

Pourquoi le gouvernement français engage-t-il de nouvelles négociations ?

De Gaulle se croyait le plus malin. Il pensait sans doute qu'avec des discours il arriverait à imposer aux masses algériennes la domination des colons et des gouverneurs français. Il prenait ses rêves pour la réalité. Il croyait qu'il lui suffirait d'apparaître pour être acclamé par les paysans pauvres et les chômeurs. Or depuis Décembre 1960 les masses algériennes sont descendues dans les rues des villes et des villages et elles ont fait peur à tout le monde. Les ultras se terrent dans leurs caves et les militaires désespèrent d'arriver à vaincre un peuple qui ne veut plus se laisser opprimer, exploiter et torturer.

Mais il y a aussi les capitalistes français qui en ont assez. Avec la continuation de la guerre ils ont peur de perdre non seulement leur pouvoir mais aussi leur domination de la paysannerie algérienne et l'exploitation des puits de pétrole du Sahara. Ils en ont assez, mais ils entendent bien que nous, les travailleurs français, nous faisons les frais de cet état de choses. Mais d'autre part il leur faudra aussi sacrifier en partie les intérêts des ultras d'Algérie pour ne pas perdre les leurs.

Il y a même les soldats qui se font rares. Nous entrons dans les "classes creuses". Il n'y a pas eu beaucoup d'enfants de 1940 à 1945 et il n'est plus possible de prolonger démesurément le service militaire.... Ce sont toutes ces raisons qui obligent le gouvernement à trouver une nouvelle solution au "problème algérien".

Pourquoi le G.P.R.A. engage-t-il les négociations ?

Les politiciens du G.P.R.A. n'ont que faire de la misère et de la souffrance des Algériens. Confortablement installés à Tunis ou parcourant la terre en avion, habitués aux réceptions et au pouvoir, ils veulent devenir les profiteurs de l'Algérie de demain. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants payent de leur souffrance et de leur mort le droit pour eux d'aller s'asseoir autour du tapis vert pour "négocier". Ce marchandage consiste à obtenir le pouvoir politique en laissant à la bourgeoisie française la possibilité d'exploiter les algériens.

Ils ont peur aussi d'être débordés par les masses déchaînées qui n'ont plus rien à perdre. Ils veulent conserver leur prestige et sont prêts à tout en essayant de sauver la face. Le G.P.R.A. dit à de Gaulle "si vous voulez sauver quelque chose c'est avec nous qu'il faut traiter car nous sommes les seuls capables de "tenir notre peuple" et d'empêcher le chaos". Ils comptent être soutenus dans cette voie par les Américains et les Russes. qui n'aiment pas non plus les masses déchaînées car c'est un très mauvais exemple pour le reste du monde.

.. / ...

Pourquoi luttent les masses algériennes ?

Si des hommes luttent et endurent des souffrances depuis 7 ans c'est parce qu'ils étaient à bout et qu'ils préféraient la mort à la condition d'esclaves qui leur était faite. 40 années de colonialisme ont rejeté les paysans dans les Djebels stériles alors que les bonnes terres étaient accaparées par les colons qui "donnaient" du travail aux journaliers pour 300 francs par jour.

Les paysans algériens veulent la terre. Déjà on voit les éléments les plus progressistes parler de système coopératif qui permettrait de cultiver les grands domaines en commun. Les Algériens en ont assez d'être opprimés par les colons petits et grands (les petits en particulier qui forment les troupes de choc des ultras et qui s'amusaient jusqu'en décembre dernier, à faire la chasse aux "ratons"). C'est le besoin de retrouver leur dignité d'homme qui les a amené à la rébellion. Les misérables des bidonvilles veulent avoir le droit de vivre de leur travail, ils ont trimé un siècle et demi pour enrichir les aventuriers et remplir les coffres des banques. Les jeunes enfin veulent étudier et devenir des hommes libres.

Les politiciens du G.P.R.A. vont-ils satisfaire les revendications des masses algériennes ?

Les paysans et les travailleurs algériens payent de leur sang la lutte pour l'Indépendance. Le nouvel Etat algérien voudra leur faire payer l'indépendance. Les intérêts des politiciens et des nouveaux ralliés (25 Députés U.N.R. et Indépendants musulmans viennent de faire une déclaration pro-F.L.N.) sont opposés aux intérêts des paysans et des travailleurs. Ce qui compte pour Ferhat Abbas et Compagnie c'est devenir les maîtres de demain pour remplacer ceux d'hier. Ils tenteront de créer un Etat fort avec une grande administration, une grande armée nationale pour laquelle sans doute on dépensera beaucoup d'argent. Pour devenir une grande nation ils vont développer l'industrie et tout cela demandera beaucoup de travail et de sacrifices (des pauvres bien entendu). Durant toute cette évolution se créera une bourgeoisie algérienne inexistante auparavant. Ce processus semble nécessaire à la plupart des gens mais paraîtra dur à ceux qui auront soufferts et à ceux qui auront à en souffrir. Et parmi les combattants on achètera certains en leur donnant des places, les autres iront en prison. D'un peuple "paresseux" les Algériens deviendront actifs, propres, comme nous en somme

La lutte des masses algériennes se tournera contre les nouveaux maîtres. Après l'Indépendance que la bourgeoisie française devra, aujourd'hui ou demain, accorder, la lutte ne fera que continuer. Les Algériens devront lutter pour défendre leurs droits contre leurs anciens et nouveaux maîtres, comme nous en somme devons lutter pour défendre nos droits contre nos exploiters français. Parce que les masses algériennes ont été aussi courageuses à vouloir se libérer des maîtres français nous pouvons espérer qu'elles ne se laisseront pas faire et qu'elles auront la force de chasser tous les oppresseurs pour réaliser ce que personne encore n'a réalisé : UNE SOCIÉTÉ LIBRE D'HOMMES SE GOVERNANT EUX-MEMES POUR LE BIEN DE TOUS.

Aujourd'hui que la persévérance du peuple algérien vient à bout de la puissance militaire française nous pouvons constater une fois de plus la lâcheté et la vantardise des soi-disant "Comité de la Paix" qui ont l'audace de prétendre qu'ils ont fait quelque chose contre la guerre alors que cela a consisté et consista encore à envoyer des cartes postales à De Gaulle et à saboter les manifestations des Rappelés en 1956 et tout dernièrement la manifestation du 27 Octobre à la Mutualité.

Quant à nous travailleurs nous aurons appris qu'aucune force militaire ne pourra jamais venir à bout de la tenacité de tout un peuple.

SERVICES SOCIAUX OU PRIVILEGES POUR LES COPAINS ?

Depuis des années je donnais mes bleus à laver au service du lavage du Comité d'Entreprise, rue de Meudon, et dernièrement je payais 200 francs pour faire laver le pantalon et la veste. Déjà j'avais constaté des choses désagréables telle que la pagaye qui régnait dans ce service et la difficulté à récupérer mes bleus qui s'égaraiement souvent (peut-être parce que je ne donnais pas de pourboire comme semblaient le solliciter les employés et auquel se soumettaient la plupart des gars que je rencontrais là-bas).

Au mois de Janvier nous fûmes informés que le centre de lavage était fermé pour cause d'économies. D'après ce que nous avons pu comprendre le centre de lavage faisait du déficit et il fallait une subvention pour renflouer la caisse.

Au premier abord ça semblait logique. Les oeuvres sociales du Comité d'Entreprise sont là pour aider les travailleurs. Elles coûtent de l'argent et c'est pour cela que la direction est obligée par la loi de donner à peu près 500 millions par an ; si la subvention diminue, il est normal que des oeuvres trop coûteuses soient supprimées.

Donc ne pouvant plus donner mes bleus à la laverie du C.E. je me résignais à aller les porter au commerçant du coin qui lui n'est pas une oeuvre sociale mais une entreprise capitaliste ayant pour but de rapporter de l'argent au trust des laveries, en l'occurrence le trust Blondine, et je me disais que j'allais me faire écorcher un peu plus. Quelle ne fut pas ma stupéfaction de me voir servir proprement, de retrouver mes bleus bien lavés, plus vite d'ailleurs qu'à la laverie du C.E., et de me les voir livrés bien enveloppés dans du papier pour la somme de 205 francs. Oui, DEUX CENT CINQ FRANCS... soit cinq francs de plus qu'à la laverie. Eh bien je me suis posé cette question : comment avec ces 5 francs par bleu cette entreprise capitaliste pouvait-elle y arriver en payant des taxes importantes et en faisant des bénéfices alors que notre laverie était en déficit ? Je m'amusais à calculer quels pouvaient être les frais supplémentaires de cette entreprise et voici ce que je trouvais :

~~1° - cette boutique avait dû coûter bien cher ; nous connaissons le prix des "pas de porte" qu'il faut payer aujourd'hui pour ouvrir une boutique ;~~

2° - le loyer d'une boutique est, aussi, bien plus élevé que celui d'un modeste local (la laverie se trouvait dans un bâtiment récupéré par la Régie).;

3° - que cette boutique payait chaque année une forte patente que n'avait pas à payer la laverie ;

4° - que cette entreprise payait sur son chiffre d'affaires une taxe de 9,29 % ;

5° - que les frais généraux étaient bien plus importants et qu'elle avait des taxes locales à payer et surtout que cette entreprise était faite pour rapporter de l'argent à ses actionnaires.

Alors comment donc est-ce possible de faire du déficit à la laverie du C.E. quand, malgré des frais considérables, une entreprise capitaliste fait des bénéfices ? Au C.E. nous ne pouvions avoir que 2 dépenses plus élevées : la première est que les employés de la laverie du C.E. étaient sans doute mieux payés que les employés du trust "Blondine" et ce serait tant mieux ; la seconde est qu'un bon nombre de petits copains se "sucraient". Mais cela nous ne le saurons jamais. Les bonzes du Comité d'Entreprise ont un tel mépris pour les ouvriers que jamais ils ne donnent la moindre explication et les moindres comptes sur leurs petites affaires payées avec notre travail.

Encore une fois les bureaucrates syndicaux auront déshonoré "la gestion ouvrière" en se révélant comme des incapables et des profiteurs.

=====

LES CONDITIONS FAVORABLES

Pendant des années à la Régie nous avons posé des revendications de salaires et pendant des années nous avons menacé la direction pour les faire aboutir. Pour les menaces tout le monde a toujours été d'accord ce n'est que lorsqu'il fallait réaliser les menaces que le désaccord surgissait aussi bien entre les syndicats qu'entre les travailleurs. C'est ainsi que les grèves d'avertissement étaient saisonnières. Pour les faire il fallait réaliser tout un tas de conditions. Il ne fallait pas qu'elles tombent en proximité des fêtes ou des vacances ; qu'elles ne portent pas atteinte aux primes ; pas qu'elles tombent au moment où la vente des voitures était en baisse. Il ne fallait pas faire grève pendant une crise politique ou un changement de ministère. Il ne fallait pas faire grève quand le gouvernement examinait la question des salaires, etc.

Très rares étaient les moments propices et quand toutes les conditions étaient réunies eh bien nous faisons une grève d'avertissement d'une 1/2 heure.

Pendant les dernières années nous avons préparé des grèves en donnant tout les 5 mois un avertissement. Après tous ces avertissements non seulement nous n'avons rien fait mais la situation a évolué et nous sommes arrivés à la crise de l'automobile et à la baisse de nos salaires. A force d'avoir eu peur de perdre de l'argent dans des grèves pour nos revendications nous en perdons aujourd'hui par la simple volonté de la direction qui n'hésite plus à prendre les mesures qui lui plaisent car elle sait qu'elle a devant elle un personnel qui a peur.

Lorsque nous disions que pour obtenir nos revendications il faudrait nous lancer dans des actions de plus d'envergure il nous était souvent répondu qu'une grève était impossible pour la bonne raison que les ouvriers ne pouvaient pas soutenir une grève parce que les uns étaient couverts de dettes, les autres y arrivaient tout juste ou bien souffraient de maladie, les derniers parce qu'ils projetaient de s'acheter un frigidaire ou une chambre à coucher. D'après eux, même une journée de grève leur était impossible.

Parmi ceux qui prétendaient cela, certains se sont retrouvés sur le pavé au mois d'Octobre dernier et d'autres, depuis Janvier, ne font que 36 heures et ne viennent pas le lundi. C'est ainsi que la plupart d'entre nous avons des payes qui ont diminué. Le sacrifice que certains disaient impossible quand il s'agissait de grève, ils le font maintenant sans rien dire parce que c'est la direction qui l'impose. A présent nous perdons de l'argent par la volonté de la direction et cet argent est irrémédiablement perdu. Si par contre nous avions résisté pendant les dernières années l'argent que nous aurions peut-être perdu aurait pu être récupéré par des augmentations de salaire et de toute façon on peut très bien penser que dans ce cas la direction aurait certainement hésité à agir comme elle le fait aujourd'hui.

Pour certains gars il y aura toujours des motifs pour ne pas lutter, soit que l'on fait trop d'heures soit pas assez. Mais il y a par contre des moments où l'ensemble des travailleurs oublie ces motifs et veut faire une action sans réfléchir ni à la situation de l'usine ni à la situation du ^{marché} international de l'automobile ni aux vacances ni à la prime et justement ce sont ces occasions-là les plus favorables car il y a la volonté des ouvriers et c'est ça l'important.

Il y a peu d'occasions de ce genre mais quand elles se présentent il faut mettre tout le poids de nos forces pour qu'elles aboutissent et ne pas jouer aux stratèges en disant comme l'ont fait si souvent les syndicats dans ces moments-là : "Attendez !" "Ce n'est pas le moment !" "On va voir..." "Il ne faut pas s'énerver..." "Plus tard." "Il faut préparer..."

LA HIERARCHIE AU DEPARTEMENT I4

Quand on voit ce qui se passe au département I4 on est obligé de reculer de trente années pour comparer avec aujourd'hui. Dans ce département les chefs d'ateliers et les contremaîtres usent de leur pouvoir comme le faisait la maîtrise bien avant 1936. C'est eux qui, journallement, décident de la paye de chacun de leurs ouvriers et qui distribuent avantages, brimades et vexations. Les ouvriers sont entièrement à la merci de leur humeur et de leur volonté. Certains ouvriers sont envoyés au nouvel atelier I4-OI c'est-à-dire à la peinture. Là ils sont tirés d'ateliers en ateliers ou à l'extérieur de l'usine. On les loue pour aller dans d'autres entreprises. Ils sont toujours payés par la Régie mais souvent le salaire qu'ils touchent est inférieur à celui que reçoivent les travailleurs de l'entreprise extérieure. D'autres sont embarqués dans des camions le matin à 6 h.30 à Billancourt. D'autres sont expédiés dans d'autres départements, comme au 74, et sont étonnés de constater qu'ils sont moins payés que ceux de ce département qui font exactement le même travail qu'eux. Une règle existe en matière de paye : si vous allez dans un endroit où les gars sont moins payés que vous, votre paye diminue, si vous allez là où ils sont plus payés, votre salaire n'est pas augmenté pour autant. Il arrive que des ouvriers qui sont employés à plusieurs travaux différents dans la semaine voient leur salaire horaire osciller tous les jours et parfois même plusieurs fois par jour. De ce fait la maîtrise ne lésine ni sur le chantage ni sur les vexations. "Toi par ici" "Toi par là" "Toi qui est propre va faire les chiottes des grands bureaux". "Toi sur cette machine mais c'est une faveur alors tiens-toi peinard". Etc...

A la Régie il y a donc maintenant une multiplicité de payes différentes qui sont déterminées uniquement par la maîtrise. Même avant 1936, quand les patrons et la maîtrise faisaient la pluie et le beau temps entre les salaires d'ouvriers d'une même catégorie essayaient-ils le plus souvent de le cacher : il y avait des enveloppes que l'on glissait à un tel... /aujourd'hui tout se fait au grand jour. La direction ne prend plus de gants.

En 1945, il y a eu une tentative de réglementer les catégories pour essayer de rationaliser les payes et pour que les syndicats puissent les contrôler. Ce fut la création de 7 catégories allant du manoeuvre au P.3. Puis il y a eu les "maxi" et les "mini" dans chaque catégorie. Puis il y a eu l'attribution de certaines primes (prime d'huile, prime d'insalubrité, etc.). Puis il y a eu les études de postes où chaque machine a eu son prix. Enfin aujourd'hui tous ces artifices ont été écartés et le seul qui juge combien doit gagner un O.S. c'est le chef d'atelier ou le contremaître. L'ouvrier n'a aucune garantie juridique, aucun moyen légal de secours, il est livré au pouvoir absolu de ses chefs.

Pour nous, nous l'avons toujours soutenu, il n'y a pas de division juste des salaires. La hiérarchie des salaires est injuste, elle permet la division des travailleurs c'est pourquoi les patrons sont toujours prêts à élargir l'éventail hiérarchique en multipliant les catégories. En face de cela nous devons toujours opposer des revendications de salaire uniforme et essayer, chaque fois que nous le pouvons, de niveler nos salaires.

Il y a des travailleurs qui ont plus de responsabilités dans le travail mais d'autres par contre font des travaux pénibles. Les uns ont étudié pour apprendre un métier et font un travail plus agréable tandis que ceux qui n'ont pas étudié font les travaux les plus durs, les plus sales ou les plus abrutissants. Le principe de l'égalité des salaires a toujours été une vieille revendication du mouvement ouvrier et nous devons la maintenir car dès que nous acceptons le principe d'une "division juste" des salaires on tombe dans l'engrenage des patrons qui auront vite démontré que du fait que pas un ouvrier ne fait exactement le même travail il serait juste que pas un ne reçoive le même salaire.

La division des salaires telle qu'elle existe aujourd'hui au département I4 n'est que le résultat de notre faiblesse mais aussi de notre erreur d'avoir accepté pendant des années une "juste hiérarchie" et d'avoir même revendiqué des augmentations qui accroissaient les différences de paye entre nous.

Un camarade nous fait part :

" La question de la violence est certainement une question importante. Les briseurs de matériel, les excités ne sont pas tous des "tout-fous". Ce qui m'étonne, c'est que l'on fasse tant de bruits autour de quelques carreaux brisés, de l'enlèvement du fils de M. Peugeot, en un mot que la presse bourgeoise soit suivie aussi attentivement et que l'aliénation de la classe ouvrière soit si importante mais que jamais l'on ne parle de la violence de nos maîtres. Cela me fait penser aux réflexions de nos petits bourgeois (ouvriers, paysans ou fonctionnaires) qui reprennent les su cédanés de la presse bourgeoise au sujet des Algériens en disant : ils sont sales, ils sont fainéants, ils sont musulmans, ils ne sont pas comme nous, etc... et qui n'oublient qu'une chose, que ce sont les métropolitains, la supériorité militaire et économique de la métropole qui leur ont imposé les conditions de vie qu'ils connaissent. La violence ouvrière éclate d'un seul coup lorsque les ouvriers ne peuvent plus supporter l'exploitation, l'humiliation, la violence des maîtres, violence qui dans ce cas est journalière, est constante et que l'on ne veut pas voir !!!

" Lorsque la direction Renault augmente les cadences, lorsque Peugeot licencie, lorsque sur le barrage de Mondragon on compte 84 morts parce que les mesures de sécurité ne sont pas respectées (elles coûtent trop chères et surtout elles ralentissent le rythme du travail), là, dans ces cas précis, on ne parle pas de violence, ce sont des "nécessités". Ici quelques carreaux brisés dont on parle abondamment dans les journaux d'"information" (Saint-Nazaire 1955, Renault 1960, etc.) là, des milliers de morts, des milliers de mutilés, des milliers de sous-alimentés. Qu'importe cette violence, elle est dans la norme des choses, ceux qui sont atteints ne sont que des membres du prolétariat.

S O U S C R I P T I O N S

Liste n° 1

Gustave 300 Fr
Lucien 500
Pierre 500
Yves 200
Laun 300
Bona 500
Paul 300
Viet 500
Séri 500
Ray 500
Casimir 300
Yvonne 2000
Brune 500
Meulin 1500
Mereil 1000
Georges 500
Vieux 200
Guy 500
1060 Fr

Liste n° 2

Zoger 50500 Fr
Jules 200
Henri 200
Pierre 150
André 200
Jo 200
1.450 Fr

Liste n° 4

Daniel 500 Fr
Scho 300
Leval 400
Roger 300
Brun 500
Jean 600
Claude 400
Robert 300
Roger 500
3.800 Fr

Liste n° 5

Roger 1000 Fr
Jack 1000
Paul 200
Dédé 250
Michel 300
Gilbert 100
Jean 200
Charles 250
René 500
3.800 Fr

Liste n° 6

Guillor 1000 Fr
Paul 1000
Guillaume 100
Pierre 200
Martiné 2000
Maurice 300
Minor 600
Druge 500
Jean P. 500
André 5000
11200 Fr

TOTAL PROVISoire : 30.850 Fr

Nous remercions tous ces camarades qui ont souscrit.

L'année 61 n'est pas close, que ceux qui le peuvent envoient leur souscription.

Merci

T. O.